

YouTube bloquera les publicités sur les chaînes avec moins de 10 000 vues



YouTube prend des mesures pour s'assurer que son contenu généré par l'utilisateur ne finisse pas par positionner des publicités par de grandes marques à côté d'un contenu douteux. Le réseau social n'autorise plus les publicités sur les canaux ayant moins de 10 000 vues au total, sur toutes leurs vidéos publiées. Autrement dit, une chaîne qui diffuse une dizaine de vidéos avec 1 000 vues chacune peut compter sur la publicité de Google. Selon *The Wall Street Journal*, YouTube a déclaré que la mesure était en cours de développement depuis novembre, et qu'elle vise à bloquer les canaux qui détournent le contenu d'autres sources pour dériver des revenus de la plate-forme. Auparavant, YouTube avait facilité la participation à son programme de publicité. Un propriétaire de compte pouvait, sans trop de barrières, postuler pour diffuser des publicités à côté de ses vidéos. «Ce nouveau seuil va nous aider à vérifier que les revenus n'ailent qu'aux créateurs qui jouent le jeu. Cela permet également de nous assurer que les chaînes se conforment à nos règles éthiques et publicitaires», a indiqué Ariel Bardin, responsable de la gestion produit chez YouTube dans un post sur un blog de Google Creator. Selon *The Wall Street Journal*, citant le cabinet d'analyse Pex, 88% du volume global de ces chaînes, soit 164,5 millions, abritent des vidéos totalisant moins de 10 000 vues.

Google découvre un spyware Android israélien non détecté pendant 3 ans



Une version Android d'un des logiciels espions mobiles les plus sophistiqués a été découverte et qui est restée inaperçue pendant au moins trois ans en raison de ses capacités intelligentes d'autodestruction. Baptisés «Chrysaor», les logiciels espions Android ont été utilisés dans des attaques ciblées contre des militants et des journalistes principalement en Israël, mais aussi en Géorgie, en Turquie, au Mexique, aux Emirats arabes unis et dans d'autres pays. Les logiciels malveillants d'espionnage «Chrysaor», découverts par des chercheurs de Lookout et de Google, sont créés par le même cabinet de surveillance israélien NSO Group Technologies, qui était derrière les logiciels espions de Pegasus iOS initialement détectés lors d'attaques ciblées contre des militants des droits de l'Homme aux Emirats arabes unis l'année dernière. NSO Group Technologies produit les logiciels espions mobiles les plus avancés de la planète et les a vendus aux gouvernements, aux organismes de sécurité dans le monde entier, ainsi qu'aux régimes dictatoriaux. «Bien que les applications n'aient jamais été disponibles dans Google Play, nous avons immédiatement identifié la portée du problème à l'aide de Verify Apps», a déclaré Google dans son propre article de blog publié récemment.

BSA

L'industrie du logiciel contribue à plus de 900 milliards € à l'économie européenne

● Industrie, agriculture, santé, services, éducation, l'industrie des logiciels est dans tous les domaines de l'activité humaine. Au-delà de la part importante dans les PIB des pays de l'UE, l'industrie des logiciels représente près de 12 millions d'emplois directs et indirects «représentant un large panel de compétences», affirme un rapport de BSA, The Business Software Alliance, l'association des éditeurs de logiciels propriétaires.

Par Abdelkader Zahar

Une étude confiée par The Business Software Alliance (BSA) à The Economist Intelligence Unit (EIU) sur les «contributions économiques de l'industrie du logiciel dans les 28 pays de l'Union européenne (UE)» et particulièrement dans 5 de ses «plus grands États membres (France, Allemagne, Italie, Espagne, Royaume-Uni)», montre que la «contribution (directe, indirecte et induite) de l'industrie du logiciel au PIB de l'UE est de 910 milliards d'euros», soit «près de 7% du PIB total de l'UE des 28». Sur les 12 millions d'emplois créés par l'industrie des logiciels, 3 sont des emplois directs. Quant aux salaires, le secteur qui «attire des professionnels talentueux et hautement qualifiés», garantit une rémunération annuelle moyenne de plus de 45 000 euros, soit «près de 35% supérieure à la moyenne estimée dans l'UE, et près de 80% supérieure à la moyenne des salaires dans le secteur des services». Les investissements en recherche et développement (R&D) des éditeurs de logiciels dans l'UE sont estimés à plusieurs milliards d'euros par an, ajoute le rapport. Outre le nombre d'emplois créés, les salaires versés et la contribution dans le PIB, l'impact de l'industrie des logiciels «est bien



plus large que sa contribution économique directe», affirme le document publié en novembre 2016. Le rapport estime, à travers plusieurs exemples, comment «les individus, les industries et les gouvernements utilisent les logiciels» pour : «gagner en efficacité», «mieux utiliser les ressources disponibles», «révéler de nouveaux potentiels de valeur», «prendre de meilleures décisions» et «extraire des insights des énormes volumes de données produits au quotidien». Le document explore une large panoplie de domaines où la contribution des logiciels est fondamentale. Les outils de «traitement des données» apparaissent en premier plan en raison de la «révolution» apportée dans plusieurs secteurs. Dans le domaine de la «fabrication industrielle», les logiciels sont «capables d'exécuter des analyses et des scénarios simultanément, et non de façon séquentielle, durant les phases de conception et de développement, réduisant ainsi les délais. Il est ainsi possible de modifier les plans de

conception avant que la production démarre, et d'éviter des surcoûts de réoutillage», note le document citant plusieurs exemples.

Santé, transports, douane..., les logiciels sont partout

Parmi les dizaines d'exemples rapportés dans le rapport de BSA, celui de la compagnie aérienne finlandaise, Finnair qui a «changé (sa) culture d'entreprise» grâce à un «investissement dans les logiciels analytiques» comme «Demand-Driven Planning and Optimization de SAS Institute» qui a permis à la société «d'élaborer sa stratégie commerciale, de marketing ou de tarification pour attirer davantage de passagers et accroître sa rentabilité». Toujours dans le domaine des transports, l'étude mentionne plusieurs exemples rendant ces derniers plus «fiables» et moins polluants, grâce à l'utilisation de logiciels comme ceux de la «plateforme cloud IoT IBM Watson» et de «Azure» de Microsoft. D'autres exemples cités par le rapport concernent

la coopération des éditeurs de logiciels avec des organismes de recherche dans le domaine de la santé et des hôpitaux. «Les logiciels aident aussi les hôpitaux à optimiser leur performance et à travailler plus efficacement.»

C'est le cas de «Gelderse Vallei Hospital» aux Pays-Bas qui «a choisi SAS Institute Visual Analytics» pour permettre aux «spécialistes du système respiratoire» de tenir «compte de données météorologiques» pour «mieux prédire les pics d'allergies et de crises d'asthme, et s'organiser de façon à avoir suffisamment de ressources mobilisées pour faire face à l'afflux de patients». Dans le domaine du «e-gouvernement», l'apport des logiciels et des services en ligne a permis à des pays comme la Lituanie d'accélérer le contrôle douanier pour l'identification «d'expéditions potentiellement illégales» dans le cadre d'un partenariat entre la «société IT locale Affecto» et «IBM» pour «développer un système permettant de dresser le profil de risque précis d'une cargaison au regard de critères spécifiques». «Ce système traite en quelques secondes d'énormes volumes de données, si bien que les autorités lithuaniennes peuvent se focaliser sur le renforcement des contrôles, et saisir plusieurs millions d'euros de marchandises de contrebande quasiment sans perturber le flux des marchandises entrantes.»

En conclusion, le rapport de BSA plaide pour une «réglementation favorable» à l'essor de l'industrie du logiciel. «Les règles actuellement en vigueur peuvent soit limiter, soit optimiser le potentiel des logiciels de demain. Il est important de légiférer en prévision des évolutions futures, pour ne pas freiner l'innovation ni retarder l'essor des nouvelles technologies.»

A. Z.

Oculus VR, filiale de Facebook, fait face à un procès sur un brevet d'imagerie 3D

La filiale réalité virtuelle de Facebook Inc, Oculus VR, est confrontée à un procès alléguant qu'elle a incorporé sans autorisation la technologie brevetée d'un concurrent dans son casque Rift. La société Techno View IP, une société de licences de technologie, a poursuivi Facebook et Oculus pour avoir enfreint un brevet d'imagerie 3D appartenant au fabricant de casques VR ImmersiON-VRelia. Selon la plainte déposée au tribunal fédéral au Delaware, ImmersiON-VRelia a accepté de laisser Techno View litiger le brevet en son nom. Le procès survient alors que Facebook pèse ses options suite à un verdict de 500 millions de dollars dans un procès non lié apporté à sa technologie VR par le développeur de jeux vidéo ZeniMax Media Inc. Un jury fédéral de Dallas en février a révélé que Oculus a utilisé un code informatique protégé par le droit d'auteur développé par le concepteur de jeux vidéo John Carmack employé chez ZeniMax. Techno View a déclaré que Oculus et Facebook ont expressément enfreint un brevet détenu par ImmersiON-VRelia sur une méthode de génération de perspectives de gauche et de droite dans un jeu vidéo 3D. Techno View a déclaré qu'il pourrait ajouter des réclamations relatives à d'autres brevets détenus par ImmersiON-VRelia à une date ultérieure.

Des pirates ont volé 800 000 \$ en Russie en utilisant Fileless Malware

Des pirates ont ciblé au moins 8 guichets automatiques en Russie et ont réussi à voler 800 000 \$ en une seule nuit, mais la méthode utilisée par les intrus restait un mystère complet avec des images de vidéosurveillance montrant simplement un coupable seul qui se dirigeait vers le guichet automatique et collectait des liquidités sans même toucher la machine. Même les banques concernées ne pouvaient trouver aucune trace de logiciels malveillants sur leurs guichets automatiques ou sur le réseau de back-end. Le seul indice que les spécialistes d'une banque ont trouvé sur le disque dur d'un ATM était constitué de deux fichiers contenant des journaux de logiciels malveillants. Ce petit indice a été suffisant pour les chercheurs de l'entreprise de sécurité russe Kaspersky pour trouver des échantillons de logiciels malveillants liés à l'attaque ATM. En février, Kaspersky Labs a signalé que des attaquants ont réussi à toucher plus de 140 entreprises, y compris des banques, des sociétés de télécommunications et des organisations gouvernementales, aux États-Unis, en Europe et ailleurs avec le logiciel malveillant «Fileless» qui réside uniquement dans la mémoire (RAM) des guichets automatiques infectés plutôt que sur le disque dur.